



INTERVIEW- Kévin PARTHENAY

Auteur de Crises en Amérique latine. Les démocraties
déracinées (2009-2019)

Margaux Grellety

ASSOCIATION WERRA – JUIN 2021



Monsieur **Kévin Parthenay** est Docteur en science politique et professeur agrégé de science politique à l'Université de Tours. Il est membre de l'Institut de recherche juridique interdisciplinaire François-Rabelais (IRJI), de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et Caraïbes (OPALC/Science Po), du comité de rédaction de l'Annuaire français des Relations Internationales (AFRI) et chercheur associé à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Il est également l'auteur de nombreux travaux de recherches au sein de divers organismes, comme le Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), l'IRSEM, la *Review of International Studies*, *Latin American Policy*, ou la *Revue internationale de politique comparée*. Il a écrit quatre ouvrages individuels dont le dernier, *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)*, paru à Paris chez Armand Collin en octobre 2020, a servi de base à cet entretien.

Cette interview a pour objectif d'exposer les enjeux et perspectives en Amérique latine et dans la Caraïbe en 2021

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Juin 2021



Commençons par aborder la question du Brésil et du Chili, que vous mentionnez dans votre chapitre sur « le fléau de l'émergence ». Ce sont deux grands États de la région qui, depuis le tournant du XXI^e siècle, ont joui d'une reconnaissance à l'international en tant que « puissances émergentes » et ont vécu avec brutalité la perte de leur statut à cause de leurs crises intérieures. Ils font aujourd'hui l'objet d'une forte attention médiatique internationale, pour des raisons opposées. Quel est le poids réel en Amérique latine de leur évolution politique ? Est-ce que le retentissement qu'on leur prête à l'international est observable dans une région dont les pays ne sont pas directement interconnectés, comme vous l'expliquez dans le livre ?

K.P : Je pense qu'il y a deux éléments à prendre en compte. Une première réalité est que la façon dont le Chili va gérer sa crise, ou la façon dont elle a émergé et son intensité ne vont pas forcément produire des effets spécifiques dans d'autres pays de la région, par exemple en matière d'exemplarité. Clairement, les effets d'emballement ou d'émulation qu'on avait pu un temps percevoir, ou anticiper, ne se sont pas matérialisés. Ces impacts réduits donnent l'image d'une interdépendance qui est assez limitée. Je crois que ce qui résume bien les choses, et c'est le sens du livre, est que même s'il y a une matrice commune concernant une fatigue de la démocratie, les crises sont singulières les unes par rapport aux autres. Les facteurs qui les font émerger sont spécifiques, ce qui fait que la dynamique de la crise au Chili ne va pas avoir un impact direct sur un autre pays.

En revanche, et c'est là le deuxième niveau de lecture, on peut se demander dans quelle mesure ces crises politiques produisent des effets à l'international et comment ces effets rejaillissent sur le continent dans son ensemble. Parce que les pays que vous évoquez, le Chili et le Brésil, sont parmi les seuls de la région à pouvoir assumer un leadership au niveau international, ou du moins peser davantage sur les normes internationales. Et si ces grands États ne sont plus en mesure de le faire, il peut y avoir des effets indirects sur l'ensemble du continent. Ces effets font qu'aujourd'hui par exemple, pour l'Europe, les États-Unis, et dans une moindre mesure peut-être la Russie ou la Chine, il y aura moins de relais régionaux, comme le Brésil l'a été pendant un certain nombre d'années sous le président Lula¹.

Pour concrétiser la réflexion, la question de savoir ce que va peser l'Amérique latine en ce début du XXI^e siècle au niveau global est très présente pour ceux qui étudient la zone. Un certain nombre disent que c'est un rôle insignifiant et justement l'un des arguments de cette hypothèse,

¹Luiz Inácio Lula da Silva, président du Brésil d'octobre 2002 à octobre 2011.



c'est de souligner qu'il n'y a plus de leaders régionaux qui peuvent constituer un relai pour les grandes puissances ou dans les arènes multilatérales.

Dans votre chapitre sur « l'engrenage des crises », vous mentionnez les impacts forts des crises au Venezuela et au Nicaragua, aussi bien pour des raisons sécuritaires et migratoires que politiques et diplomatiques, à travers la paralysie de nombreux organismes de coopération régionaux. Pourtant, ces crises paraissent relativement peu médiatisées au niveau international. Pourquoi est-ce le cas et comment expliquer qu'il n'y ait pas eu de posture commune, par exemple de l'Union européenne, sur le sujet ?

K.P : Je pense qu'il faut souligner que dans le cas du Venezuela, la crise a tout de même été assez médiatisée ces dernières années. Elle a beaucoup attiré l'attention en s'invitant à la porte d'un certain nombre d'organisations internationales, que ce soit à New York ou à Genève. En revanche, d'autres crises et notamment le Nicaragua, ont eu une médiatisation bien moindre parce que ce sont des États qui ne revêtent pas de caractère stratégique. Pour l'Amérique centrale, c'est relativement facile à expliquer, dans la mesure où on est face à des petits États qui ont des modèles essentiellement agro-exportateurs, qui n'ont pas forcément de ressources à faire valoir de type gaz, pétrole ou autres minerais, donc des petits États faiblement stratégiques. De ce point de vue là, je crois qu'il y a une dimension stratégique qui est liée à l'évolution de l'ordre international. Il est en train de se restructurer et c'est un sens de reconfiguration qui ne prend pas du tout comme pivot l'Amérique latine. Assez clairement, ce pivot a tendance à pencher vers l'Asie et l'Asie pacifique, qui est aujourd'hui un nœud stratégique fort, et l'Amérique latine de ce point de vue reste, bien que je n'aime pas beaucoup ce mot, en périphérie ou à la marge de cette reconfiguration. C'est pour ça qu'il n'y a pas de dynamique de médiatisation majeure.

Toutefois, dans les cas du Brésil et du Venezuela, ce n'est pas tout à fait la même chose. Il y a une plus grande médiatisation parce que ce sont des États qui, sur le plan énergétique, sont différents des autres et jouent un rôle absolument majeur. Ce qui fait encore une autre différence pour le Venezuela, c'est son rôle pivot dans des tensions qui peuvent opposer des grandes puissances aujourd'hui, notamment la Chine, la Russie, les États-Unis.



Justement, l'Amérique latine est présentée aujourd'hui comme un nouveau terrain, bien que périphérique, de la rivalité sino-américaine. Vous parlez dans votre livre de l'accroissement de la pénétration économique chinoise depuis 2013 dans la région et vous soulignez que malgré une politique protectionniste des États-Unis sous l'administration Trump, l'ancien président s'est paradoxalement réorienté vers la zone, à travers la renégociation d'accords migratoires et de libre-échange, ou encore sa posture vis-à-vis du gouvernement de Nicolás Maduro². Quelle est la réalité de cette rivalité sino-américaine dans la région ? A-t-elle pu être amplifiée ?

K.P : Je crois qu'elle a été très largement amplifiée par deux effets. Le premier, c'est « l'hystérisation » de la politique étrangère, de la politique tout court, pendant le mandat de Donald Trump où tout était sujet à conflictualité et à rapport de force. Donald Trump a beaucoup capitalisé sur le plan international sur cette idée de guerre, dans le sens de la guerre commerciale, ouverte avec la Chine. Je crois que c'est très largement surévalué, parce que du côté chinois, la stratégie de présence ne répond pas uniquement à une mise en défi des États-Unis, dans le sens de l'ordre international incarné par les États-Unis, même si beaucoup d'observateurs le perçoivent de cette façon. C'est aussi une volonté, qui est tout à fait propre au modèle chinois, d'isoler progressivement Taïwan sur la scène internationale, dans cette logique de dominos qui tombent les uns après les autres. On a vu en 2017-2018 des États dans la région qui ont cessé de reconnaître Taïwan pour reconnaître la République populaire de Chine et je crois qu'en ajoutant cet élément à l'analyse, on voit les choses un peu différemment. Ça n'est pas une simple opposition caricaturale type guerre froide, elle répond à des logiques beaucoup plus complexes et qui sont moins évidentes que *la* guerre commerciale comme on l'a présentée de façon très médiatique. C'est une vision qui a été relayée par beaucoup d'intellectuels américains, notamment Graham Allison qui parle de ce « piège de Thucydide », où les deux grandes puissances, Athènes et Sparte, qui luttent pour l'hégémonie dans l'Antiquité seraient aujourd'hui les États-Unis et la Chine. Je pense que ça n'est pas aussi simple que ça, mais ce qui est vrai, c'est que l'Amérique latine est un terrain, parmi d'autres, d'expression d'une reconfiguration de cet ordre international où les États-Unis et la Chine, mais pas uniquement, sont des acteurs importants.

² Les États-Unis ont laissé planer la possibilité d'une intervention militaire en 2019 et mis à prix la tête du président (15 millions de dollars) pour cause de narco-terrorisme (ndlr).



À propos des diverses crises sociales qui secouent les États de la région durant cette décennie, vous parlez d'un effet de « déssectorisation », dans le sens où les revendications de ces mouvements se décloisonnent et se renforcent les unes les autres. Sans qu'il n'y ait un effet d'embrassement, est-ce que des liens peuvent tout de même être faits entre ces soulèvements ou s'agit-il de logiques nationales ? Est-ce que ce phénomène de « déssectorisation » des revendications pourrait entraîner une forme de dilution des frontières, au profit de l'émergence de réseaux contestataires, comme vous en donnez l'exemple pour les mouvements féministes ?

K.P : Il y a les deux. D'abord, un agenda et des institutions qui sont très différentes d'un pays à l'autre et qui font que les mouvements à échelle domestique sont différents, il y a des combats différents, des stratégies différentes. En revanche, ce qui est indéniable, c'est qu'il y a une connexion transnationale très profonde entre les mouvements. J'insiste sur *les* mouvements, parce qu'il y a des intérêts sectoriels qui sont très différents. Vous citez la question de genre, mais il y a aussi celle de l'environnement, la question indigène, une diversité de minorités et d'intérêts corporatistes. Mais cette dimension transnationale n'est pas nouvelle. L'interconnexion des mouvements de la société civile, dans un sens large, existe depuis bien longtemps et elle est beaucoup analysée depuis les années 1990-2000 avec tous les forums que l'on a pu observer durant ces années. En revanche, ce qui est vrai, c'est que chacun de ces mouvements se renforce mutuellement en voyant petit à petit les succès engrangés dans d'autres mouvements dans tel ou tel pays. Il est clair par exemple que la force du mouvement féministe contre la pénalisation de l'avortement a gagné à voir émerger dans une diversité de pays des mouvements plus ou moins simultanés sur la question. L'exemple le plus récent qui traduit bien cette logique, c'est la question indigène. J'ai récemment lu qu'Evo Morales avait pour projet de créer une organisation qui s'appellerait la « RUNASUR », qui serait une organisation type UNASUR³, une sorte d'organisation latino-américaine pour la cause indigène. Je crois que, fondamentalement, ce projet aurait du mal à exister sans la visibilité dans plusieurs pays du mouvement indigène dans les épisodes de crise. C'est ce qui permet une convergence plus importante.

³ Union des Nations sud-américaines, créée en 2008 à Brasilia pour traiter des thèmes comme la sécurité, la monnaie, les infrastructures et la défense (ndlr).



En ce qui concerne justement la question environnementale, la région est directement concernée et certains États sont engagés, ou particulièrement attendus sur le sujet. Le Chili devait par exemple présider la COP25⁴ en 2019 et en 2020, le débat autour de l'accord UE-Mercosur mettait en avant la nécessité, pour le Brésil, de prendre en compte l'enjeu de la déforestation dans le pays. Dans une région qui a déjà été très mobilisée sur la question de l'environnement, est-ce que la thématique, aujourd'hui présente à l'agenda international et centrale dans les mouvements sociaux de ces dernières années, pourrait être une porte d'entrée pour lui redonner du poids dans les instances de coopération internationale ?

K.P : Clairement, il s'agit de l'un des sujets internationaux sur lequel l'Amérique latine a quelque chose à jouer et à apporter, même si les États sont déjà très actifs depuis plusieurs années. Cette capacité est très évidente, d'abord parce qu'ils sont directement affectés par les effets du changement climatique, que ce soit la montée des eaux, les catastrophes comme les coulées de boue, le réchauffement planétaire etc. Mais ce qui va être la condition pour peser dans les futurs débats et COP, c'est qu'il y ait d'abord des États stabilisés, puis qu'ils soient en capacité d'assumer un leadership. La coopération est utile pour articuler des intérêts convergents, mais une fois qu'on se retrouve dans les arènes internationales, il faut un État qui soit suffisamment fort pour se faire entendre et pour relayer les positions du groupe. Ces deux aspects sont donc fondamentaux : il faut qu'il y ait une stabilisation, l'Amérique latine a vraiment connu une séquence de crises et de déstabilisations politiques fortes et deuxièmement, il faut que des États prennent leurs responsabilités et fassent peser dans les arènes multilatérales l'agenda latino-américain.

De ce point de vue, le Chili me semble être un bon candidat, pas sous l'administration de Sebastián Piñera mais peut-être sous une administration future. Ça pourrait également être le cas du Brésil avec la même réserve, évidemment pas sous l'administration de Jair Bolsonaro, mais sous d'autres administrations. Et puis le Costa Rica, qui est très actif sur le plan international mais qui a une envergure différente par rapport à ces deux grands États. Je vois donc bien ces trois États devenir des relais importants mais il faut, en tout cas pour les deux premiers, qu'ils gagnent en stabilité politique.

⁴La COP25 s'est finalement tenue à Madrid du 2 au 13 décembre 2019 en raison des mouvements sociaux au Chili (ndlr).



Ce seraient finalement les deux mêmes pays qui ont été ceux étudiés durant le « miracle de l'émergence » qui pourraient reprendre ce leadership ? Pourrait-on envisager d'autres leaders régionaux ? Je pense par exemple au Mexique, parce que c'est un grand pays avec une position géographique particulière et un développement économique réel, même s'il est gangrené par des problèmes domestiques qui l'empêchent d'avancer sur la question environnementale.

K.P : Oui, vous avez raison de citer le Mexique, mais la meilleure preuve de cette difficulté, c'est l'intervention d'AMLO⁵ lors du sommet sur le climat de cette année à New-York, où chacun venait avec sa proposition et où son intervention concernait les énergies fossiles. C'était complètement dissonant. Donc il est clair que sur le sujet, le Mexique ne va pas peser sous cette administration non plus.

Il existe cependant une autre réalité que celle des grands États, qui est celle des logiques de blocs et de coalitions, qui sont très importantes sur toutes les questions qui touchent à l'environnement et au changement climatique. De ce point de vue, dans une réflexion de bloc, il ne faut pas écarter la Caraïbe qui, soit par le biais d'organisations régionales ou de coalitions, par exemple les petits États insulaires en développement aux Nations Unies, peut peser. De ce fait, ça n'est pas un ou deux États qui vont être leaders mais la coalition qui va les porter et qui peut faire que des États qui ont une envergure moindre contribuent à porter un message. Je crois que les îles caribéennes sont tout à fait inscrites dans cette dynamique là. Pour la COP21, il y a quelques années, l'Amérique centrale et la Caraïbe avaient beaucoup travaillé sur le concept de vulnérabilité pour tirer le meilleur profit de l'émergence de réponses ambitieuses dans la lutte contre le changement climatique.

⁵Andrés Manuel López Obrador, président du Mexique depuis décembre 2018 (ndlr).



Parlons maintenant de la gestion de la Covid-19. Dans votre article pour la revue *Foro Internacional* sur la gouvernance globale et régionale⁶, vous évoquez le fait que certains pays d'Amérique latine et de la Caraïbe ont paradoxalement bien résisté face à la pandémie, grâce à des mécanismes de coopération, malgré d'autres bilans très lourds comme au Pérou ou au Brésil. Pourriez-vous nous parler de ces mécanismes et de ce que ça implique pour le multilatéralisme régional, affaibli ces dernières années ?

K.P : À échelle latino-américaine, la gestion de la crise a été difficile voire catastrophique si on prend la majorité des pays, les chiffres parlent d'eux-mêmes pour le Brésil, le Pérou, l'Équateur. Les grands États ont été massivement touchés. La référence que vous faites à mon article et la nuance que j'apporte concerne vraiment quelques États et notamment l'Amérique centrale et la Caraïbe. Le constat ne peut pas être étendu au-delà. Pour cette zone précise, on a une dynamique paradoxale : ce sont deux régions qui sont extrêmement vulnérables face à des phénomènes pandémiques et sont donc obligées de trouver des réponses efficaces. On a des États tellement faibles, avec des institutions si fragiles, que si le virus arrivait dans la région, les effets seraient absolument tragiques et d'une ampleur sans précédent. Ces États ont donc une stratégie extrêmement pragmatique de tout miser sur la prévention, comme je le développe dans mon article pour le Grand Continent⁷, avec un appui qui a été très efficace des autorités régionales, qui peuvent tirer profit de financements qui proviennent de l'international et qui ont des connaissances et une expertise sur des sujets liés à la santé publique. C'est ce qu'on appelle la gouvernance régionale, c'est-à-dire une forme de triangulation qu'on peut trouver entre les États, les organisations régionales et internationales et certaines ONG. Clairement, c'est ce qui a permis à l'Amérique centrale et la Caraïbe d'être plus performantes face à la crise, par rapport à certains grands États qui ont essayé d'avancer seuls, mais de manière moins performante.

⁶Kévin Parthenay, « Aliarse (regionalmente) contra la Covid-19 : Sica y Caricom », *Foro Internacional, la gobernanza global y regional de la Covid-19 : experiencias latinoamericanas y caribeñas*, Vol. LXI, 2 (244) abril-junio 2021, pp 387-425.

⁷ Kévin Parthenay, « quand on ne peut que prévenir : les risques d'une propagation du Covid-19 en Amérique centrale », *le Grand Continent*, 2 avril 2020 ;



Cette coopération semble être une bonne leçon à tirer sur l'utilité du multilatéralisme pour gérer une telle crise. Est-ce qu'on peut espérer que ça soit un moteur pérenne ou elle semble davantage être une parenthèse pragmatique en marge des intérêts politiques ?

K.P : Pour l'Amérique centrale, c'est une très bonne leçon et qui portera peut-être ses fruits. La coopération régionale était un peu paralysée notamment par la crise au Nicaragua ou au Venezuela, dans d'autres organisations. On voit une différence nette quand il s'agit de diplomatie, de politique où les débats peuvent aller jusqu'à la confrontation et où il peut y avoir une forte politisation et là, quand il s'agit de dynamiques très pragmatiques qui ont favorisé la coopération. Je me souviens avoir fait un entretien avec un haut fonctionnaire du SICA⁸ qui me disait que sur le sujet de la santé, tout le monde mettait ses différends sous le tapis et essayait d'avancer main dans la main, parce qu'ils avaient trop conscience de leur fragilité pour se permettre, dans une situation comme celle-ci, de faire de la politique. Même si le front politique peut être rouvert dans le même temps dans d'autres arènes, lorsqu'il s'agit de sujets sectoriels liés à la santé, tout le monde coopère. Et c'est finalement une bonne leçon à tirer pour un jugement un peu révisé sur la crise du multilatéralisme. S'il y a une crise, elle est politique, mais la coopération sectorielle continue à marcher. Pour d'autres organisations et d'autres États, le constat n'est pas tout à fait le même, les organisations répondent à d'autres logiques qui sont très intergouvernementales, c'est-à-dire « un État = une voix » et ce sont vraiment les États qui ont le dernier mot. Dans ces schémas là, les cadres de coopération explosent et de fait ça ne produit pas ce qu'on appelle des « biens collectifs », des « biens publics régionaux », car ce sont les intérêts particuliers des États qui priment et on ne peut pas tirer profit de la coopération.

C'est une leçon qu'on pourrait aussi tirer pour la gestion européenne de la crise ?

K.P : Exactement, c'est tout à fait ça. Même si les États ont eu du mal à trouver une harmonie dans les réponses apportées à la crise, on voit malgré tout que certaines institutions, qui sont bien sûr le produit de cette coopération interétatique, comme la Commission européenne, ont pris des mesures historiques. Quand on a vu la Commission européenne emprunter de l'argent pour un plan de relance à destination des États membres, c'était inédit. Ce sont des éléments qui font avancer le cadre de la coopération. Il y a des éléments de la même nature qui ont émergé

⁸*Sistema de la Integración Centroamericana*, organisation politique, économique et culturelle des pays d'Amérique centrale, créée en 1993 (ndlr).



en Amérique centrale, la Banque centraméricaine a distribué des ressources financières aux États pour la gestion de la crise. Ce sont des éléments qui font vraiment avancer la coopération régionale vers des terrains qui étaient jusqu'alors inconnus. Pour la suite, la grande question est aujourd'hui de savoir comment les cadres anciens vont se transformer et s'adapter à des dynamiques qui sont différentes.

Si on recentre la discussion sur l'Union européenne, est-ce que l'Amérique latine, ou du moins certains États de la région, pourraient redevenir des partenaires stratégiques ? Par exemple, vous citez dans votre livre la mise en place en 2018 d'un groupe de contact entre certains pays européens et latino-américains⁹ pour réfléchir à une sortie de la crise vénézuélienne. Ce sont des sujets sur lesquels l'UE peut s'insérer ?

K.P : Sur la relation avec l'UE, il y a tout à faire. On sort d'une séquence où cette relation a été mise en pause, du fait de beaucoup d'incertitudes et de facteurs imbriqués. Il y a donc beaucoup à construire, ou à reconstruire, puisque la relation entre l'UE et l'Amérique latine est très dense depuis les années 1980-1990, avec la démocratisation et la pacification. Aujourd'hui pour l'UE il est clair, même si c'est un peu un lieu commun de le présenter comme ça, que l'Amérique latine est un partenaire d'importance, précisément pour faire valoir les dynamiques multilatérales de coopération. À l'échelle globale, c'est décisif. Je crois que c'est encore plus important aujourd'hui de considérer et consolider ce multilatéralisme, car les points majeurs de l'agenda international concernent des enjeux qui sont de nature profondément globale. On parlait de l'environnement, c'est le meilleur exemple, avec les questions de développement, de sécurité etc. Tout ça passe par du multilatéral et l'Amérique latine, pour l'UE, est un relai dont, je pense, elle ne peut pas se priver.

Ensuite, pour revenir à ce que l'on disait tout à l'heure, que l'Amérique latine était en train de devenir un terrain parmi d'autres d'affrontement entre de grandes puissances comme la Chine, la Russie et les États-Unis, il semble important de faire exister des voix alternatives. Comme l'UE l'a déjà fait pour des mécanismes de résolution de crise, vous citez le groupe de contact, c'est cette logique, il est important de faire exister une autre voie pour qu'on ne soit pas uniquement dans un schéma de conflictualité entre des grandes puissances qui s'exprimeraient sur le terrain latino-américain. Pour moi, les deux points centraux sont ceux-là : le partenariat pour le multilatéralisme et positionner l'UE comme une voie alternative de coopération, de

⁹Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède (UE) et Bolivie, Costa Rica, Equateur et Nicaragua (ALC) (ndlr).



modèle économique, de développement responsable, de transition aussi, des économies vers des objectifs plus durables. Mais politiquement, il faut faire avancer les choses parce qu'en l'état, la séquence de coopération n'est pas très dynamique et encore incertaine.

Pour finir, est-ce qu'on pourrait évoquer les élections à venir durant cette année 2021? En mai, il y aura les élections au Chili pour l'Assemblée constituante¹⁰ puis en novembre pour les présidentielles. Il y a également les élections présidentielles et législatives, au Nicaragua, au Honduras, les seconds tours au Pérou et en Équateur et enfin au Brésil, en 2022. Qu'est-ce qu'on peut vraiment attendre de ces élections ? Quel serait l'impact à court ou moyen terme des mouvements sociaux sur ces processus électoraux ?

K.P : Dans tous les cas, il faudra du temps, parce qu'on parle avant tout de processus politiques. On ne peut pas résoudre des problèmes de fragmentation sociétale, de problèmes liés au fonctionnement de la démocratie dans ses aspects très procéduraux d'un coup de baguette magique et changer tout en une élection. Hormis pour les cas de crise les plus prononcés, c'est-à-dire au Nicaragua, au Venezuela où on peut avoir des changements de régime, donc des changements politiques plus nets. Il faudrait aussi peut-être mettre entre parenthèses le cas du Chili qui, avec un nouveau processus constitutionnel, peut introduire quelques changements sur le court terme. Pour le reste, les élections, et les cas récents de l'Équateur et du Pérou le montrent bien, ne vont pas du tout résoudre le problème. C'est ce qui est inquiétant. Parce que ces élections mettent en avant une sorte de vision additionnelle de l'état de clivage et de polarisation très fort des sociétés. Le cas de l'Équateur est très intéressant, on peut voir qu'on a eu une élection qui ne résout aucun problème. On a encore une polarisation avec l'élection de Guillermo Lasso qui ne va pas venir réconcilier les citoyens, ni reconstruire une cohésion sociale, ni même promouvoir un projet de société particulier. C'est-à-dire qu'il y a une très faible offre programmatique et des intérêts corporatistes qui sont assez évidents, ajoutés à une diabolisation du camp adverse. La démocratie ne peut pas s'épanouir dans un cadre comme celui-là, avec en plus des doutes subsistant dans certains pays sur la légitimité des résultats électoraux. Les problèmes sont là et même s'il y a beaucoup d'élections qui vont arriver prochainement, ce n'est pas dit qu'elles résolvent les problèmes existants.

C'est précisément l'argument que j'essaie d'expliquer dans mon livre, je dis qu'aujourd'hui, il est clair que les élections ont perdu leur fonction et fragilisent la démocratie, ce qui est d'autant

¹⁰Les élections, postérieures à l'entretien, ont eu lieu le samedi 15 et le dimanche 16 mai et ont marqué la défaite des partis traditionnels et une victoire inédite des candidatures indépendantes (ndlr).



plus « crisogène ». Par exemple, on parle d'une élection au Honduras cette année. Dans ce cas là, l'élection ne veut rien dire, il faut poser les termes clairement, quel que soit le candidat élu ça ne servira à rien, parce que le pouvoir est dans d'autres mains. La logique d'exercice du pouvoir se fait différemment, mais cette élection est une élection de façade, on appelle ça en anglais l'« *electoral fallacy* », un terme de la politiste Terry Lynn Karl, une « élection trompeuse ». De ce point de vue, je crois qu'il ne faut pas trop en attendre. Il faut bien sûr observer les choses et voir ce qui se passe, on ne peut pas faire de la politique-fiction, mais je crois que c'est là le fond du problème. Les élections peinent aujourd'hui à apporter les réponses aux attentes croissantes des citoyens latino-américains.

Ce seraient finalement ces mouvements citoyens qui sembleraient les plus à même d'apporter des solutions pour redéfinir une nouvelle approche de l'organisation politique dans ces pays, davantage que le cadre institutionnel et procédural des élections tel qu'il existe ?

K.P : Je pense, oui. Il y a deux façons de voir le problème, sachant qu'on parle d'un problème qui vient de la base. Pour consolider les gouvernements, à la base de la démocratie, il faut qu'elle soit considérée comme légitime et efficace pour canaliser les demandes sociales. Je pense donc qu'il y a deux logiques. D'abord, renforcer les partis politiques, qui eux non plus ne remplissent plus leurs fonctions. Ce sont devenus des machines à faire gagner les candidats, qui apparaissent parce qu'ils sont détenteurs d'un certain nombre de ressources, mais en aucun cas ils ne sont représentatifs d'une demande sociale ou d'intérêts majoritaires. Donc les renforcer, ou autrement renforcer les processus « à la chilienne », c'est-à-dire refonder le pacte national, tout remettre à plat. Là, on part du principe que non seulement il y aura une Assemblée constituante mais que ça ne suffira pas, il faut que les partis, les citoyens qui s'engagent soient suffisamment représentatifs de l'intégralité des intérêts présents dans la société. Je trouve que le cas chilien est en ce sens intéressant, parce qu'il n'y a pas que les partis qui se sont engagés dans cette bataille d'Assemblée constituante, il y a aussi toutes les candidatures de ce qu'on a appelé « les candidats indépendants » voire les « indépendants non-neutres », beaucoup de catégories ont émergées. Je crois que c'est fondamental : renforcer les partis et repenser le pacte démocratique dans son ensemble quand c'est nécessaire. Mais ça n'est pas gagné, parce que ce n'est pas engagé dans beaucoup de pays.